



**Centre National de la Recherche Scientifique**


*Délégation Provence et Corse*

*31 chemin Joseph Aiguier*

*13 402 Marseille Cedex 09*

## **Transformation des ateliers de mécanique du laboratoire CINaM en une plateforme d'expérimentation sur le site de Luminy**



	<b>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</b>		<b>Chargés d'affaires :</b> <b>A. PEPIOT</b> <b>L. POUJOL</b>
	<b>Lot n° 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES</b>		<b>Réalisé par :</b> <b>AP/LP</b>
<b>PHASE</b>	<b>DOCUMENT</b>	<b>DATE</b>	<b>INDICE</b>
<b>DCE</b>	<b>C.C.T.P.</b>	Décembre 2023	-

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b><u>GENERALITES</u></b>	<b>5</b>
1.1	OBJET ET APPLICATION DU PRESENT CCTP	5
1.2	PRESENTATION DE L'OPERATION	6
1.3	LISTE DES INTERVENANTS	6
1.4	DECOMPOSITION DU MARCHE	6
1.5	CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE DU MARCHE	7
1.6	REGLES ET NORMES	7
1.7	OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX ET ENERGETIQUES	7
1.7.1	LABEL	7
1.8	ETANCHEITE A L'AIR	7
1.9	CARACTERISTIQUES THERMIQUES	7
1.10	CARACTERISTIQUES ACOUSTIQUES	7
1.11	PHASAGE	8
1.12	OFFRE	8
1.12.1	DOCUMENTS ECRITS	8
1.12.2	OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT	8
1.13	ETAT DES LIEUX	9
1.14	CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE DU MARCHE	9
1.15	TRAVAUX EN SITE OCCUPE	10
1.16	SECURITE DES TIERS	10
1.17	PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INCENDIES	10
<b>2</b>	<b><u>DOCUMENTS D'EXECUTION</u></b>	<b>11</b>
2.1	ETUDES D'EXECUTION	11
2.2	DOCUMENTS A FOURNIR A LA FIN DES TRAVAUX (D.O.E ET D.I.U.O)	12
2.3	VERIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES	12
<b>3</b>	<b><u>FOURNITURES</u></b>	<b>13</b>
3.1	CHOIX ET QUALITE DES MATERIAUX ET MATERIELS	13
3.2	AVIS TECHNIQUES DES MATERIAUX ET MATERIELS	13
3.3	FICHES TECHNIQUES DES MATERIAUX ET MATERIELS	13
3.4	MATERIAUX « EQUIVALENTS »	13
3.5	ASSISTANCE DES FABRICANTS	14
3.6	PROTOTYPES D'OUVRAGE ET ECHANTILLONS REFERENCES	14
3.6.1	PROTOTYPES	14
3.6.2	ECHANTILLONS	14
3.7	LOCAL TEMOIN	15

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

3.8	PROTECTION DES OUVRAGES .....	15
3.9	GARANTIES .....	15
<b>4</b>	<b>RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....</b>	<b>16</b>
4.1	REPRESENTANT DE L'ENTREPRENEUR .....	16
4.2	REUNION DE CHANTIER .....	16
4.3	COORDINATION ET PILOTAGE .....	16
<b>5</b>	<b>TRAVAUX PRELIMINAIRES.....</b>	<b>17</b>
5.1	CONSTAT D'HUISSIER.....	17
5.2	DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX.....	17
5.3	INSTALLATION DE CHANTIER.....	17
5.3.1	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER .....	17
5.3.2	PANNEAU DE CHANTIER ET SIGNALISATION EFFICACE .....	17
5.3.3	BUREAUX DE CHANTIER / REFECTOIRE.....	17
5.3.4	VESTIAIRES, SANITAIRES ET DOUCHES .....	17
5.3.5	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER .....	17
5.3.6	BRANCHEMENT D'EAU .....	17
5.3.7	BRANCHEMENTS ELECTRIQUES ET ECLAIRAGES.....	17
5.3.8	RESEAU D'ASSAINISSEMENT .....	18
5.4	CLOTURE DU CHANTIER .....	18
<b>6</b>	<b>ORGANISATION DU CHANTIER.....</b>	<b>19</b>
6.1	IDENTIFICATION DES PERSONNELS .....	19
6.2	GARDIENNAGE .....	19
6.3	ETAT DE PROPRETE .....	19
6.4	CLOS .....	20
6.5	COMPTE PRORATA.....	21
<b>7</b>	<b>COORDINATION ET DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>22</b>
7.1	COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT .....	22
7.2	DELAIS D'EXECUTION.....	22
7.3	DEPASSEMENT DELAI CONTRACTUEL.....	22
<b>8</b>	<b>EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>23</b>
8.1	ACCES AU CHANTIER.....	23
8.2	APPROVISIONNEMENT, DECHARGEMENT, STOCKAGE ET MONTAGE DES MATERIAUX.....	23
8.3	MATERIEL DE CHANTIER .....	23
8.3.1	ECHAFAUDAGES ET NACELLES DE FAÇADES.....	23
8.3.2	PROTECTIONS COLLECTIVES.....	23
8.4	POSTES DE TRAVAIL.....	24

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

<b>8.5</b>	<b>HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER.....</b>	<b>24</b>
<b>8.6</b>	<b>LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....</b>	<b>24</b>
<b>8.7</b>	<b>FICHE DE DONNEES DE SECURITE .....</b>	<b>25</b>
<b>8.8</b>	<b>PROTECTION CONTRE LE BRUIT ET LA POUSSIERE .....</b>	<b>25</b>
<b>8.9</b>	<b>VERIFICATION DES COTES.....</b>	<b>25</b>
<b>8.10</b>	<b>TRAITS DE NIVEAU, TRACES ET IMPLANTATIONS.....</b>	<b>25</b>
<b>8.11</b>	<b>RESERVATIONS, TROUS ET PERCEMENTS .....</b>	<b>26</b>
8.11.1	PLANS DE RESERVATIONS, TROUS ET PERCEMENTS .....	26
8.11.2	PASSAGE DES GAINES ET CANALISATIONS .....	26
8.11.3	FEUILLURES, RESERVATIONS ET INCORPORATIONS .....	27
8.11.4	EPUISEMENT DES EAUX .....	27
8.11.5	AUTRES SUJETIONS .....	27
<b>8.12</b>	<b>SCELLEMENTS, REBOUCHAGES, CALFEUTREMENT ET RACCORDS .....</b>	<b>27</b>
8.12.1	SCELLEMENTS .....	27
8.12.2	REBOUCHAGES.....	27
8.12.3	CALFEUTREMENTS.....	28
8.12.4	RACCORDS - FINITIONS.....	28
8.12.5	ISOLATION .....	28
8.12.6	ETANCHEITE A L'AIR .....	28
<b>8.13</b>	<b>INCORPORATION D'HUISSERIES.....</b>	<b>29</b>
<b>8.14</b>	<b>TOLERANCES D'EXECUTION .....</b>	<b>29</b>
8.14.1	COTES INTERIEURES FINIES.....	29
8.14.2	COTES DE DETAILS.....	29
<b>8.15</b>	<b>RÉCEPTION DES SUPPORTS DES DIFFÉRENTS REVÊTEMENTS .....</b>	<b>29</b>
<b>8.16</b>	<b>PROTECTION DES OUVRAGES .....</b>	<b>29</b>
<b>8.17</b>	<b>VOLS ET DETERIORATIONS .....</b>	<b>30</b>
<b>8.18</b>	<b>MAINTENANCE DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>30</b>
<b>8.19</b>	<b>CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>30</b>
<b>9</b>	<b><u>SOUS-TRAITANCE .....</u></b>	<b><u>31</u></b>
<b>10</b>	<b><u>ACCEPTATION DU PRESENT CCTP TCE .....</u></b>	<b><u>32</u></b>

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 1 Generalites

### 1.1 OBJET ET APPLICATION DU PRESENT CCTP

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour but de définir toutes les prestations techniques communes et générales relatives aux travaux de tous les corps d'état intervenant pour la réalisation et le parfait achèvement des travaux de réhabilitation partielle du bâtiment CINaM sur le site de Luminy à Marseille.

Ce présent document rassemble l'ensemble des prescriptions communes à tous les lots et évite ainsi de répéter les mêmes textes à chaque CCTP.

Si dans le CCAP, il est fait état des CCTP, le présent document en fait partie et est indissociable.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à TCE (C.C.T.P.) fait partie intégrante du Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot et son application ne peut être dissociée du dossier de plans et des documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

En cas de contradiction entre les prescriptions du C.C.T.P. commun à T.C.E. et celles d'un C.C.T.P. relatif à l'un des lots, ce sont celles de ce dernier document qui prévalent.

Les spécifications des différents C.C.T.P. peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document.

Les prescriptions techniques communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux Entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Ces prescriptions ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux. Les Entrepreneurs doivent exécuter, sans exception ni réserve, tous les travaux de la profession, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents, mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour le complet achèvement des ouvrages Tous Corps d'Etat suivant les plans remis et les règles de l'Art.

Les Entrepreneurs suppléeront par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et les plans.

De même :

- Les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et ne figurant pas dans les plans, sont dus par les Entrepreneurs,
- Les travaux prévus sur les plans généraux et/ou de détails et ne figurant pas dans les pièces écrites sont dus par les Entrepreneurs,
- Les travaux figurant sur certains plans et pas sur d'autres sont dus par les Entrepreneurs.

Sauf spécifications contraires définies dans les localisations des C.C.T.P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination.

En conséquence, les Entrepreneurs ne peuvent jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 1.2 Présentation de l'opération

L'opération consiste aux travaux de réhabilitation partielle du bâtiment CINaM sur le site de Luminy à Marseille. Elle vise à transformer l'atelier de mécanique du laboratoire, situé dans le bloc T en une nouvelle plateforme de spectroscopie électronique et spectromicroscopie.

Celle-ci sera composée d'un hall de manipulation permettant d'accueillir le tube UHV (Ultra High Vacuum) ainsi que les manip associées, de deux salles de préparations communicantes entre elles et d'une réserve à usage mixte.

## 1.3 Liste des intervenants

<b>Maître d'ouvrage</b>	CNRS 31 Chemin Joseph Aiguier CS 70001 13402 MARSEILLE CEDEX 09
<b>Maître d'usage</b>	CINAM Site de Luminy MARSEILLE
<b>Maîtrise d'œuvre</b>	AD2I INGENIERIE 70 Rue de la Tramontane 13090 AIX-EN-PROVENCE Tél. : 04.42.20.88.89
<b>BET Acoustique</b>	IGETEC acoustique 2 bd des alisiers 13009 MARSEILLE
<b>Contrôleur technique</b>	ALPES CONTROLE Bâtiment E2 - Chemin de Saint-Lambert 13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE
<b>Coordonnateur SPS</b>	CRM CONSULT BTP 177 Avenue de la Rose 13013 MARSEILLE

## 1.4 Décomposition du marché

Le mode de dévolution de ce marché est : **Marché à corps d'état séparé**

Le marché est constitué de 8 lots comme suit :

- LOT 01 : Désamiantage - Déplombage
- LOT 02 : Démolition - Gros Œuvre
- LOT 03 : Etanchéité
- LOT 04 : Second œuvre
- LOT 05 : Menuiserie Extérieur - Serrurerie
- LOT 06 : Electricité CFO – CFA - SSI

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

- LOT 07 : CVC – Plomberie – Gaz spéciaux
- LOT 08 : Levage

Tranche optionnelle :

- LOT 4 - Equipements de laboratoire
- LOT 7 - Groupe froid process
- LOT 7 - Fluides spéciaux

### 1.5 Caractere global et forfaitaire du marche

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

L'entrepreneur doit à ce titre la réalisation de l'ensemble des travaux et ouvrages indiqués dans le dossier technique élaboré par le Maître d'œuvre, mais également ceux qui, bien que non explicitement décrits, sont nécessaires à l'achèvement complet du projet, compte tenu de sa destination.

Bien que détaillé par articles, le présent descriptif forme un ensemble homogène permettant l'exécution complète du projet.

### 1.6 Regles et normes

Les travaux répondront aux prescriptions techniques des documents suivants :

- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code de l'urbanisme ;
- Normes françaises et européennes en vigueur, y compris NF DTU ;
- Règlement des produits de construction (marquage CE),
- Règles professionnelles.
- Textes et règlements évoqués ou cités dans le CCAG.
- Spécifications techniques particulières
- Tous documents de caractère réglementaire applicables à la construction : CCH, Code du Travail, Règlement d'urbanisme, décrets, arrêtés et circulaires, arrêtés départementaux ou locaux, réglementation accessibilité handicapés, règlements sanitaires, réglementation thermique, règlement de sécurité incendie dans les ERP etc.... en vigueur et parus un mois avant la date de remise des offres.

### 1.7 Objectifs environnementaux et énergétiques

#### 1.7.1 LABEL

Sans objet

### 1.8 Etanchéité a l'air

Sans objet

### 1.9 Caractéristiques thermiques

Les aménagements seront conformes à la RTextistant méthode par élément (arrêté du 22 mars 2017).

Les caractéristiques thermiques des parois, menuiseries extérieures et équipements seront conformes aux prescriptions de l'étude thermique jointe au DCE.

### 1.10 Caractéristiques acoustiques

L'attention des entreprises est portée sur les précautions à prendre dans l'exécution des travaux, pour une bonne isolation phonique et acoustique.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

Les caractéristiques acoustiques des matériaux seront conformes à la réglementation et à **la notice acoustique du projet**.

Les entreprises devront fournir pendant la période de préparation l'ensemble des documentations, certificats et PV nécessaires pour justifier du respect de ces performances acoustiques et techniques.

### 1.11 Phasage

Les travaux seront réalisés en une phase.

### 1.12 Offre

L'entrepreneur est réputé pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres :

- Pris pleine connaissance du plan de masse, de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et des terrains d'implantation des ouvrages provisoires, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités,
- Contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles données par le CCTP, les plans et dessins, recueillis tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Services Municipaux, Services des Eaux, ENEDIS, ORANGE, etc...).

#### 1.12.1 DOCUMENTS ECRITS

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble des CCTP dans leur intégralité.

Les plans et les CCTP se complètent réciproquement sans que l'entrepreneur puisse faire état après remise et réception de son offre, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile. Il devra prévoir dans son prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'œuvre, les erreurs qui pourraient être constatées.

Il est tenu de signaler par écrit au Maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les CCTP, les plans et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation des ouvrages.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et des CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire du marché.

Il est précisé que la clause de priorité prévue au Cahier des Clauses Administratives entre les plans et le CCTP, n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction et non en cas de précisions plus fines des plans par rapport au CCTP. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au CCTP est formellement dû et vice-versa.

En cas de différence entre plans et pièces écrites concernant un matériau ou la mise en œuvre d'un matériau, l'entreprise retiendra pour l'établissement de ses prix et pour la réalisation, la solution la plus restrictive (remarque devra en être faite au Maître d'œuvre).

#### 1.12.2 OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT

Les CCTP décrivent l'essentiel des ouvrages dus par les entreprises. Même s'ils ne définissent pas dans le détail des ouvrages tels que, façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rejoints, supports, joints, habillages, couvre-joints...

Ces travaux sont compris dans le marché au même titre que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.



Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

### 1.13 Etat des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir visité les lieux et avoir réuni tous les renseignements nécessaires à l'appréciation à leur juste valeur des difficultés d'exécution ainsi que des servitudes résultant de la disposition des lieux et des mitoyens, des problèmes de phasage, d'installations provisoires, d'exécution, d'approvisionnement, de manutention et d'installation de chantier.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, bâtiments, lieux et terrains, d'implantation des ouvrages, non plus que de tous les éléments locaux tels que :

- Moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution des travaux,
- Accès aux emplacements de travaux,
- Topographie,
- Consistance des existants (réseaux, voiries, sous-sol, vides sanitaires, bâti, etc...).

En conséquence, sa proposition tiendra compte des divers impératifs résultant du lieu d'implantation et de la nature des travaux à réaliser.

Il ne pourra être évoqué une méconnaissance de ces problèmes pour justifier, en cours de chantier, un retard, une dépense supplémentaire ou plus-value sous prétexte que ses prévisions, basées sur les seules indications figurées aux plans et devis descriptifs, se révéleraient insuffisantes en égard à l'importance réelle des travaux ou aux sujétions imposées par les diverses particularités du terrain, cette clause s'appliquant à l'étendue de ses prestations.

### 1.14 Caractère global et forfaitaire du marché

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

L'entrepreneur doit à ce titre la réalisation de l'ensemble des travaux et ouvrages indiqués dans le dossier technique élaboré par le Maître d'œuvre, mais également ceux qui, bien que non explicitement décrits, sont nécessaires à l'achèvement complet du projet, compte tenu de sa destination.

Bien que détaillé par articles, le présent descriptif forme un ensemble homogène permettant l'exécution complète du projet.

L'entrepreneur reconnaît par l'acceptation du marché :

- Avoir pris connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux, en particulier, il sera tenu de faire une visite complète et détaillée des lieux et avoir apprécié toutes les sujétions en résultant, notamment et sans que cette liste soit limitative :
  - De la configuration des locaux,
  - De la configuration du terrain et des abords,
  - Des moyens de communications et de transport,
  - Des conditions de stockage,
  - Des ressources en énergie et en eau,
  - Des lieux de décharge pour les gravois,
  - Des possibilités d'installation du chantier,
  - Des conditions climatiques et autres données physiques.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment, celles données par les plans, les dessins d'exécution et devis descriptifs, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître de l'œuvre et avoir pris tous renseignements auprès des administrations et services publics,
- Avoir pris connaissance de tous les renseignements techniques et administratifs officiels,

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

- Avoir pris connaissance des remarques formulées par le contrôleur technique dans son RICT,
- Avoir pris connaissance des remarques formulées par le CSPS dans son PGC.

### 1.15 Travaux en site occupe

Les travaux sont à réaliser dans un site en activité.

L'opération est prévue être réalisée pendant que l'établissement continue de fonctionner.

Les entreprises devront en conséquence la mise en service des installations, y compris la mise en place d'équipements provisoires pour un fonctionnement correct et continu des installations.

Après dépose des équipements provisoires, une remise en état pour la destination définitive devra être assurée par le lot concerné pour la prestation définitive.

Chaque entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un quelconque oubli d'équipements provisoires à prévoir pour que l'établissement fonctionne correctement.

L'entreprise devra la neutralisation, la dépose et l'évacuation des installations existantes intéressant son lot dans les locaux concernés par les travaux

**Dans le cadre de la réalisation de certains travaux gênant l'établissement, l'entreprise pourra être amenée à décaler son intervention la nuit, le matin très tôt, le week-end sans demander de plus-value dans leur marché.**

### 1.16 Sécurité des tiers

Pendant la durée des travaux, les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux locaux et ouvrages voisins.

Dans le cas contraire, elles seront tenues pour seules responsables des dommages causés et devront en supporter les conséquences.

De même, le plus grand soin sera apporté au respect des conditions de vie et de tranquillité des travailleurs, en réduisant au maximum les nuisances inhérentes au déroulement du chantier (respect des horaires d'accès et de livraisons, des zones de chantier et de stockage, utilisation de matériel insonorisé, aménagement des horaires de travail, etc...).

### 1.17 Plan de prévention des risques incendies

La présente opération prend place dans une zone exposée aux risques d'incendies de forêt. Dans ce cadre, les entreprises devront prendre en considération le PPRIF (PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE DE FORÊT) et les arrêtés en vigueur. Elles devront compléter l'annexe 3 « Déclaration d'usage de matériels ou engins pouvant être à l'origine d'un départ de feu par échauffement ou production d'étincelles dans les espaces exposés aux risques d'incendies de forêt » et mettre en place des mesures préventives (Extincteurs, ronde, contrôle avant fermeture du chantier..).

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 2 Documents d'exécution

### 2.1 Etudes d'exécution

Les entreprises auront à leur charge l'ensemble des études et plans d'exécution, plans de détail, notes techniques, notes de calcul nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

Conformément aux dispositions du CCAP et du CCAG, l'absence de visa du Maître d'œuvre sur les documents d'exécution fait obstacle à la réalisation de l'ouvrage.

Dans le cadre de ses études d'exécution, l'entrepreneur doit effectuer toutes les reconnaissances, sondages et diagnostics qu'il jugera nécessaires.

L'entrepreneur se conformera aux modalités de présentation, diffusion et circulation des documents fixés par le Maître d'œuvre. Il pourra être demandé jusqu'à 10 exemplaires de chaque document.

Tous les plans et autres documents nécessaires à la parfaite compréhension de la réalisation des ouvrages seront à fournir par l'entreprise et notamment :

- Plans d'installation de chantier avant le démarrage des travaux,
- Plans d'exécution des mesures conservatoires pour réseaux d'adduction et d'évaluation en fonction des travaux (EU, EP, AEP, FT, EDF...),
- Plans d'exécution des plates-formes pour ouvrages extérieurs créés,
- Plans d'exécution des réseaux enterrés et des sorties jusqu'aux raccordements sur réseaux VRD,
- Plans d'exécution des ouvrages en génie civil (coffrage et ferrailage) fondations, infrastructures, superstructures, sous-œuvre et notes de calcul associées,
- Plans de réservations des ouvrages concernés,
- Plans d'exécution des ouvrages de couverture,
- Plans d'exécution des ouvrages d'étanchéité,
- Plans d'exécution des ouvrages de désenfumage,
- Plans d'exécution des ouvrages de façades,
- Plans d'exécution des ouvrages de menuiseries extérieures, occultations...,
- Plans d'exécution des ouvrages de serrurerie,
- Plans d'exécution des ouvrages de cloisons et plafonds, etc...,
- Plans d'exécution des ouvrages de menuiseries intérieures, mobilier, etc...,
- Plans d'exécution des ouvrages de revêtements de sol et muraux,
- Plans d'exécution des ouvrages de peinture,
- Plans d'exécution des ouvrages d'appareil élévateur,
- Plans d'exécution des ouvrages d'éclairage,
- Plans d'exécution (installation, schémas unifilaires) des réseaux Electricité, Courants forts et Courants faibles,
- Plans des tableaux et armoires électriques en général, etc...,
- Bilan des puissances foisonnées en électricité,
- Plans d'exécution (installation, réseaux, schémas, synoptiques) des réseaux CVC, plomberie,
- ...

Ne pourront recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents complets ayant été acceptés par le Maître d'œuvre et le Bureau de contrôle, qui se réservent un délai maximum d'une semaine pour retourner les plans soumis à leur acceptation.

La vérification et la mise au point, par le Maître d'œuvre, des documents présentés par l'entrepreneur, laisseront entière la responsabilité de ce dernier. La vérification et l'acceptation de principe des documents ont pour seul but de s'assurer qu'ils ne sont pas contraires à l'esprit du C.C.T.P. Les plans

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

d'EXE seront susceptibles d'être modifiés par l'entrepreneur sur demande du Maître d'Œuvre et/ou du bureau de contrôle.

Les documents généraux sont à fournir IMPERATIVEMENT sur support papier et en D.A.O., logiciel AUTOCAD ou fichiers compatibles DWG, afin de permettre leur vérification. Tous les documents devront comporter un cartouche avec le nom de l'entreprise, du sous-traitant, échelle, date, indice modificatif, etc...

Les plans ne seront pas exécutés à une échelle inférieure au 1/50<sup>e</sup>.

## 2.2 Documents à fournir à la fin des travaux (D.O.E ET D.I.U.O)

A la fin des travaux et avant la réception de ceux-ci, l'entreprise fournira-les documents ci-après :

- Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) pour l'intégralité des ouvrages organisé de la manière suivantes :
  - Sommaire du DOE
  - Présentation du projet et des travaux
  - Fiche techniques et PV du matériel installé
  - Notice d'exploitation
  - Plans de recollement issus de la maquette BIM pour les lots concernés
  - Synoptique
  - Notes de calculs
  - Rapport d'essais AQC
  - Autocontrôle
  - Rapport de mise en service
  - La liste de maintenance minimum conseillée
- Dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages (D.I.U.O.) avec les notices de fonctionnement, d'entretien et de conduite des installations en général,

Les DOE seront à fournir en **1 exemplaire** papier pour la MOA et plusieurs exemplaires numériques à destination de la MOE et de la MOA.

es documents seront adressés pour vérification à la Maîtrise d'œuvre avant remise par celui-ci au Maître d'Ouvrage.

L'absence ou l'insuffisance des documents fournis entraînera la non prononciation de la réception.

Les plans seront fournis au format PDF et au format DWG et ne seront pas exécutés à une échelle inférieure au 1/50<sup>e</sup>.

## 2.3 Vérification des documents graphiques

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Il devra s'assurer sur place avant toute mise en œuvre de la possibilité de suivre les cotes et indications portées sur les plans.

Aucune cote ne devra être prise à l'échelle.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas modifier quoique ce soit au projet de la Maîtrise d'œuvre.

Il devra demander tous les renseignements complémentaires sur les points qui lui sembleraient douteux ou incomplets, ou non conformes aux règles de l'art ou aux prescriptions légales.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

### 3 Fournitures

#### 3.1 choix et qualité des matériaux et matériels

Les choix des produits à mettre en œuvre, désignés dans le CCTP et indications portées sur les plans devront toujours être respectées afin que la valeur qualitative souhaitée soit atteinte.

Ces produits seront neufs, sans défauts, de fabrication récente et de première qualité. Ils doivent satisfaire aux dispositions des Normes Françaises Homologuées et des Normes Européennes (C.E).

Les matériaux seront sélectionnés par l'entrepreneur pour leurs performances en termes de qualité environnementale : faible bilan carbone des procédés de fabrication, proximité des lieux de production, résistance, durabilité des produits proposés.

Tout ouvrage préfabriqué sera préalablement soumis à l'agrément de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

#### 3.2 Avis techniques des matériaux et matériels

L'emploi de fabrication ou de procédés non traditionnels, pour lesquels le C.S.T.B. n'a pas fourni un avis favorable, est interdit, sauf autorisation écrite du Maître d'Ouvrage. L'Avis Technique peut être remplacé par une enquête spécialisée ou par un Cahier des Charges accepté (avis technique ou enquête) par la Commission Technique de l'Assurance (C.T.A.). Dans tous les cas, une assurance, aux frais de chaque Entrepreneur, doit couvrir la garantie décennale.

Chaque Entrepreneur est entièrement responsable des incidences provenant de la non observation de l'une des quelconques prescriptions ci-dessus et doit réparation Tous Corps d'Etat à ses frais.

#### 3.3 Fiches techniques des matériaux et matériels

Pour chaque matériau et matériel employés, les entreprises présenteront obligatoirement la fiche technique associée.

En aucun cas l'entreprise, ses sous-traitants ou co-traitants, ne pourront invoquer les délais d'approvisionnement des produits à mettre en œuvre pour justifier un changement de produit.

Dès le démarrage du chantier, l'entreprise soumettra à la confirmation de la maîtrise d'œuvre les produits et matériaux constitutifs des ouvrages pour planifier ses commandes et approvisionnements.

#### 3.4 Matériaux « équivalents »

Dans tous les cas où le mot "équivalent" est employé dans le C.C.T.P., chaque Entrepreneur doit, pendant la période d'étude et de préparation des travaux, soumettre le matériau à substituer à l'approbation de l'Architecte, qui appréciera s'il y a équivalence :

- Le matériau ou matériel proposé ne doit, ni entraîner une modification de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage auquel il est incorporé, ni présenter une incompatibilité avec l'ouvrage avec lequel il est en contact, ni entraîner une incidence financière sur son lot et sur les autres lots.
- Il doit être fourni un échantillon du matériau, les fiches techniques complètes ainsi que tous les procès-verbaux officiels d'essais.

Dans le cas où l'Architecte et/ou le Maître d'Ouvrage estime(nt) qu'il n'y a pas équivalence entre les matériaux proposés et ceux choisis en référence, chaque Entrepreneur est tenu de fournir ces derniers sans supplément de prix.

Chaque Entrepreneur doit prévoir l'approvisionnement correspondant aux délais imposés par le planning enveloppe joint au présent D.C.E.

Toutes fournitures (matériaux, éléments préfabriqués, matériels, appareils et accessoires divers) utilisés pour l'exécution des ouvrages, doivent être neufs.

Préalablement à tout projet d'exécution, chaque Entrepreneur doit remettre toutes les fiches techniques

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

justifiant des qualités et provenance des fournisseurs.

Chaque Entrepreneur est tenu de fournir des matériaux et ensembles fabriqués répondant aux règlements du C.S.T.B., du C.T.B. ou de l'U.T.E.

Si pour une fourniture déterminée il n'existe pas de réglementation particulière, chaque Entrepreneur doit produire une assurance spéciale couvrant les garanties biennales et décennales au minimum et comportant une renonciation au recours contre justifications utiles (procès-verbaux d'essais, références, etc.). L'acceptation par l'Architecte de cette fourniture, ne peut avoir pour effet de diminuer la responsabilité de chaque Entrepreneur.

Toutes les fournitures proviennent de marques et fabricants connus, et comportent tous étiquetages attestant de leur origine, label, date de fabrication et autres. Ils sont maintenus jusqu'à réception ou constat par l'Architecte (ou) le Maître d'Ouvrage.

Tous les matériaux ou fournitures non conformes aux prescriptions ou exigences du C.C.T.P. ou du C.C.T.P. T.C.E sont refusés et enlevés du chantier. Si ceux-ci sont mis en œuvre, les parties d'ouvrage tous corps d'état construites sont démolies ou déposées et reconstruites par les Entreprises des lots concernés aux frais de chaque Entrepreneur défaillant.

### **3.5 Assistance des fabricants**

Chaque Entrepreneur doit se faire assister par les fabricants pour la mise en œuvre de ses ouvrages. Ceux-ci doivent donner tous renseignements utiles à l'Architecte et se présenter aux convocations de celui-ci chaque fois qu'il le juge utile.

### **3.6 Prototypes d' ouvrage et echantillons references**

#### **3.6.1 PROTOTYPES**

Chaque Entrepreneur doit réaliser, à titre gracieux, tous les prototypes d'ouvrages qui pourraient lui être demandés par le maître d'oeuvre

Chaque Entrepreneur doit toutes les modifications et adaptations demandées sur les prototypes jusqu'à l'obtention des formes, aspects et finitions désirés par l'Architecte.

#### **3.6.2 ECHANTILLONS**

Pour tous les produits et matériaux, un échantillon devra être proposé puis devra être accepté par la Maîtrise d'œuvre avant tout approvisionnement.

Chaque Entrepreneur doit obligatoirement déposer dans le bureau de réunion du chantier, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de leurs travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant (procès-verbaux d'essais, avis techniques, notices d'entretien, documentation technique, documentation en couleur, etc.)

Ces échantillons sont présentés dans les trente (30) jours maximum qui suivent la signification du marché et avant toute commande aux fournisseurs. Si ces modèles n'étaient pas satisfaisants, l'Architecte et/ou le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'en demander le remplacement. Si ce délai n'est pas respecté, les pénalités prévues au C.C.A.P. seraient impérativement appliquées.

Les échantillons fournis deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage qui peut les éprouver, et éventuellement les détériorer, sans que chaque Entrepreneur ou ses sous-traitants soient indemnisés de ce fait.

Les échantillons, modèles et spécimens sont d'un volume suffisant pour permettre tout examen et essai avant commande, fabrication et mise en œuvre, et doivent être compris dans les prix unitaires.

L'exécution de plusieurs échantillons témoins in-situ de quelques mètres carrés ou mètres linéaires chacun sont exigés dans les mêmes conditions pour le choix des teintes de revêtements.

Pour les matériaux, fournitures, appareillages, etc. qui n'auraient pas de référence dans le C.C.T.P., plusieurs échantillons doivent être présentés avant toute commande, fabrication et mise en œuvre.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

Les teintes et couleurs sont dans tous les cas au choix de l'Architecte dans la gamme complète du fabricant.

### 3.7 Local témoin

- Sans objet

### 3.8 Protection des ouvrages

Chaque entrepreneur est responsable, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à réception, de la protection de ses ouvrages et de ceux mis à sa disposition par le Maître d'ouvrage. Il prendra toutes dispositions pour ne pas détériorer les ouvrages et bâtiments à conserver sur le site et supportera seul les conséquences résultant de dégâts éventuels. A cet effet, il prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter les dégradations et les vols. Il devra la réfection des ouvrages défectueux ou détériorés, ainsi que le remplacement des composants ou matériels qui auraient disparus, entièrement à ses frais.

Il demeure responsable, jusqu'à l'enlèvement de ses installations de chantier, du stockage, de la conservation et du gardiennage des matériaux, matériels et composants, ainsi que ceux mis à sa disposition par le maître d'ouvrage.

En accord avec le Maître d'Ouvrage, certains appareils non indissociablement liés à l'ouvrage, présentant des risques de vol, pourront être remis en main propre au représentant du Maître d'Ouvrage lors des opérations préalables à la réception.

### 3.9 Garanties

Voir CCAP.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 4 Rendez-vous de chantier

### 4.1 Représentant de l'entrepreneur

Les Entrepreneurs doivent mettre à disposition du maître d'œuvre un responsable technique assurant tous les rendez-vous de chantier et de coordination. Ces rendez-vous ont lieu, au choix du maître d'œuvre, soit sur le chantier, soit au siège social du maître d'œuvre.

Si ce représentant est jugé incompétent par l du maître d'œuvre ou présente des incompatibilités d'humeur avec ce dernier, celui-ci peut en demander le remplacement pur et simple.

Ce représentant doit être présent durant toutes les réunions et ne peut être libéré que sur accord de l'Architecte si celui-ci juge que sa présence n'est plus indispensable.

### 4.2 Reunion de chantier

Les rendez-vous de chantier dont le jour et l'heure sont fixés par du maître d'œuvre, ont lieu chaque semaine.

Ils ont pour objet d'assurer le contrôle d'exécution, de prendre toutes les décisions importantes. De ce fait, la présence des Entrepreneurs est indispensable à chaque réunion et pendant tout son déroulement.

Toute décision prise en l'absence de l'Entrepreneur concerné ne peut être contestée par celui-ci.

Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par du maître d'œuvre.

Les Entrepreneurs sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier, et à ceux extraordinaires provoqués par du maître d'œuvre ou d'y déléguer un représentant ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires.

Les pénalités sont automatiquement appliquées aux Entrepreneurs qui n'assistent pas ou ne se font pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier ou extraordinaires prévus ci-dessus. Ces pénalités sont fixées dans le C.C.A.P.

Un procès-verbal de rendez-vous de chantier et de rendez-vous extraordinaire est établi par l'Architecte et adressé aux Entrepreneurs après chaque rendez-vous. Les Entrepreneurs sont tenus de le réclamer au cas où ils ne l'auraient pas reçu.

**Dans l'attente du reçu** du document, les Entrepreneurs sont censés avoir pris note des observations, remarques et ordres débattus lors du rendez-vous de telle sorte qu'aucun retard n'intervienne à l'exécution des travaux par le seul fait d'un retard de transmission dudit document.

Tous les destinataires sont informés qu'ils ont un délai de huit (8) jours à dater de la réception du document pour faire éventuellement part de leur désaccord par courrier avec AR.

Passé ce délai, le procès-verbal est considéré comme accepté sans réserve.

### 4.3 Coordination et pilotage

Les réunions OPC se dérouleront en amont de la réunion de Maîtrise d'œuvre, le même jour. Elles seront tenues par du maître d'œuvre. Un compte rendu de ces réunions sera fait dans le même document que le compte rendu de maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre pourra organiser des réunions OPC extraordinaires tout au long du chantier.

Un procès-verbal de rendez-vous d'OPC est établi par le maître d'œuvre et adressé aux Entrepreneurs après chaque rendez-vous. Les Entrepreneurs sont tenus de le réclamer au cas où ils ne l'auraient pas reçu.

**Dans l'attente du reçu du document**, les Entrepreneurs sont censés avoir pris note des observations, remarques et ordres débattus lors du rendez-vous de telle sorte qu'aucun retard n'intervienne à l'exécution des travaux par le seul fait d'un retard de transmission dudit document.



Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 5 Travaux préliminaires

### 5.1 Constat d'huissier

A la charge du titulaire du lot 02

### 5.2 Déclaration d'intention de commencement de travaux

A la charge du titulaire du lot 02

### 5.3 Installation de chantier

#### 5.3.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

A la charge du titulaire du lot 02

#### 5.3.2 PANNEAU DE CHANTIER ET SIGNALISATION EFFICACE

A la charge du titulaire du lot 02

#### 5.3.3 BUREAUX DE CHANTIER / REFECTOIRE

A la charge du titulaire du lot 02

#### 5.3.4 VESTIAIRES, SANITAIRES ET DOUCHES

A la charge du titulaire du lot 02.

Les titulaires des autres lots devront communiquer lors de la phase préparation de chantier leur effectif tout au long du chantier au titulaire du lot 02.

#### 5.3.5 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Lors de la phase de préparation de chantier, chaque titulaire de chaque lot quantifiera les déchets qu'elle produira tout au long du chantier. Le quantitatif sera réalisé par typologie de déchets : DI, DIB, DIS, DEEE, Déchets d'emballage. Ce quantitatif sera remis à la maîtrise d'œuvre.

L'Entrepreneur adjudicataire du lot 02 remettra au maître d'ouvrage, maître d'œuvre, OPC et CSPS pour approbation, un PEGC, un SOGED.

#### 5.3.6 BRANCHEMENT D'EAU

Exécuté par l'Entrepreneur adjudicataire du lot 06 suivant demande du lot 02.

Les éventuels poteaux nécessaires à un cheminement aérien seront toutefois à la charge du lot 02

Toutes les consommations à **la charge de la MOA**. Elles seront relevées mensuellement par le titulaire du lot 02, et transmise à la maîtrise d'œuvre.

Elles seront relevées mensuellement par le titulaire du lot 02, et transmise à la maîtrise d'œuvre.

Localisation suivant réglementations en vigueur, suivant demandes des Entreprises et en accord avec le Maître d'œuvre.

#### 5.3.7 BRANCHEMENTS ELECTRIQUES ET ECLAIRAGES

Exécuté par l'Entrepreneur adjudicataire du lot 05 suivant demande du lot 02.

Les éventuels poteaux nécessaires à un cheminement aérien seront toutefois à la charge du lot 02 y compris les fondations.

Toutes les consommations seront à **la charge de la MOA**. Elles seront relevées mensuellement par le

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

titulaire du lot 02, et transmise à la maîtrise d'œuvre.

#### **5.3.8 RESEAU D'ASSAINISSEMENT**

Exécuté par l'Entrepreneur adjudicataire du lot 02.

#### **5.4 Cloture du chantier**

À la charge du lot 02.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 6 Organisation du chantier

### 6.1 identification des personnels

L'accès au bâtiment par le personnel du chantier, fera l'objet d'un contrôle strict d'entrée / sortie du personnel et du matériel.

Tous les personnels des entreprises présents sur le site devront porter, de façon visible, un badge d'identification individuel faisant apparaître sans ambiguïté :

- La raison sociale de l'entreprise,
- Le nom de la personne,
- La photographie de la personne.

Toute personne ne respectant pas cette prescription sera considérée en infraction et ne pourra accéder au chantier ou en sera exclue.

### 6.2 Gardiennage

Pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception, les entreprises sont pleinement responsables de leurs ouvrages (vols, dégradations, squat...).

### 6.3 Etat de propreté

Le chantier devra toujours être tenu en état de propreté tel que défini dans les conditions fixées aux pièces constitutives du marché, dans la charte de chantier à faibles nuisances et dans l'article 99.7 du Règlement Sanitaire Départemental. Ainsi un entretien à minima hebdomadaire du chantier et de ses abords est imposé.

L'attention des entreprises est attirée notamment sur le fait que toutes les laitances de béton devront être récupérées et évacuées selon cette charte. Pour cela, tous les déchets de toupie ou de benne, avant évacuation, seront à stocker dans des fosses dédiées, et protégées préalablement de textile parfaitement étanche.

L'entreprise titulaire du lot 02, assurera l'organisation et l'exécution des nettoyages généraux, la gestion des bennes de tri sélectif des déchets, le maintien propre du chantier et de ses accès dans le respect de la charte de chantier à faibles nuisances.

En règle générale, les nettoyages sont effectués dans les conditions fixées aux pièces constitutives du marché pour une tenue constante du chantier en parfait état de propreté.

Durant toute la durée des travaux, l'Entreprise titulaire du lot 02 devra faire à ses frais périodiquement (au minimum hebdomadaire) et chaque fois qu'il sera nécessaire sur simple demande du Maître d'œuvre :

- Le nettoyage des abords du chantier,
- Un nettoyage général du chantier.

Durant toute la durée des travaux et conformément au CCAG, chaque entreprise :

- Assurera le nettoyage de son poste, après chacune de ses interventions,
- Doit faire quotidiennement le nettoyage et l'évacuation à leur frais de ses déchets aux bennes appropriés sur le chantier.
- La mise en dépôt des déchets (DIB, DI, DD, etc.) provenant de l'exécution des travaux dans les bennes prévues en quantité suffisante, suivant un principe de tri sélectif, à l'extérieur des bâtiments, dans une aire désignée d'un commun accord avec le Maître d'œuvre, le CSPS et le Maître d'Ouvrage de tous les gravois et déblais provenant de l'exécution de ses travaux.

Le lot 02 devra mettre en place tous les dispositifs nécessaires pour permettre à l'ensemble des entreprises le respect de la charte de chantiers à faibles nuisances dont quelques pistes sont présentées ci-dessous :

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

- La mise en place (au bon moment et en nombre suffisant) et l'évacuation de bennes (la location est à la charge du lot 02, les frais de déchargement sont à la charge du lot 02) dans les centres de stockages contrôlés, de valorisations ou de recyclages adaptés,
- La protection des ouvrages exécutés ou des équipements ou matériels installés,
- La protection systématique des bennes par filets,
- La fourniture et la pose de platelages,
- Les arrosages nécessaires en cas de dispersion de poussières, etc...

En outre, l'Entreprise du lot concerné devra :

Au titre des travaux de Gros-Œuvre :

- Le nettoyage complet des surfaces, jusqu'à la pose des huisseries,
- Le nettoyage complet de tous les abords et circulations, enlèvements périodiques des déchets stockés à l'extérieur,
- Le nettoyage complet au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- Les grattages des sols, nettoyages des menuiseries et des seuils métalliques en particulier,
- Un balayage fin avant de quitter le chantier,
- Le nettoyage des supports avant le démarrage de ses travaux,
- Le nettoyage et la protection des revêtements jusqu'à la fin des travaux,
- Le nettoyage des installations de chantier mise à disposition par le Maître d'Ouvrage,
- Le curage des canalisations en fin de chantier y compris nettoyage de tous les siphons et caniveaux avec fourniture d'un certificat.

Au titre des travaux Peinture :

- Le nettoyage des supports avant le démarrage de ses travaux,
- Le nettoyage de mise en service du bâtiment.

Au titre des travaux des corps d'état secondaire :

- Le nettoyage des supports avant le démarrage de ses travaux,
- Le nettoyage et la protection du matériel et des équipements jusqu'à la fin des travaux,

*Dans le cas où une ou plusieurs entreprises salissent le chantier de manière flagrante, le coût du nettoyage leur seront directement imputés (le délai pour le constat du MOE sera AU MAXIMUM d'une semaine – au-delà la MOE fera intervenir une entreprise de son choix).*

#### **Matières et substances dangereuses**

Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses sera en charge de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant

#### **6.4 Clos**

Les entreprises devront s'assurer chaque jour et en fin de chaque semaine de la fermeture des portes et d'une manière générale de toutes les issues pour éviter la pénétration des eaux de pluie, neige ou autres et le passage d'individus étrangers au chantier.

La fourniture et mise en place et la dépose sur toutes les portes des canons de serrures provisoires jusqu'à la mise en place des serrures définitives sont à la charge du lot 02.

Chaque serrure comportera 2 clés.

Le lot 02 sera responsable de l'ouverture et de la fermeture du chantier (clôtures et bâtiments) et ce pendant toute la durée des travaux tout corps d'état. Les horaires de fermeture et d'ouverture seront fixés lors de la première réunion de chantier.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 6.5 Compte prorata

Sans objet

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## **7 Coordination et délais d'exécution des travaux**

---

### **7.1 Coordination avec les autres corps d'état**

L'attention des entreprises est attirée sur les multiples interfaces entre les travaux des corps d'état différents. Les entreprises devront en amont, étudier en détail et avec précision, les interférences entre les divers lots et leur propre lot pour chaque ouvrage ou élément d'ouvrage qui le nécessite. Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'étendue des travaux de l'ensemble des lots.

### **7.2 Délais d' exécution**

Les délais d'exécution sont fixés au CCAP, dans l'acte d'engagement. Ils sont détaillés au calendrier prévisionnel.

### **7.3 Dépassement délai contractuel**

En cas de dépassement du délai contractuel, les frais de chantier comprenant les installations et les prestations de nettoyage seront dus par l'entreprise défaillante et nommément désigné dans les comptes rendus du maître d'œuvre.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## **8 EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8.1 ACCES AU CHANTIER**

Les installations et accès devront respecter les limites du programme et les règles de circulation. Aucun stationnement de véhicule de livraison ne sera admis en dehors du terrain d'assiette du projet sauf autorisation de la maîtrise d'ouvrage.

### **8.2 APPROVISIONNEMENT, DECHARGEMENT, STOCKAGE ET MONTAGE DES MATERIAUX**

Chaque Entrepreneur fait son affaire personnelle de tous les transports, approvisionnements, déchargements, manutention, levages et montage de ses matériaux, matériel ou ouvrages fabriqués et fournir les moyens en personnel et en matériel pour assurer ses transports avec tous les moyens nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Les matériaux ou matériels seront stockés suivant les prescriptions des fabricants dans les zones réservées à cet effet sans occasionner de gêne (en laissant libre les passages) sous réserve de l'approbation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du CSPS. En cas de refus, l'Entrepreneur devra prendre des dispositions pour louer sans supplément de prix des emplacements de voirie durant les travaux. Ils doivent être stockés seulement dans les zones de travaux.

Chaque Entrepreneur approvisionne son chantier afin d'assurer l'avancement normal du chantier en assurant le travail de ses équipes sur 15 jours. Le complément des matériaux et matériels est stocké, sauf accord écrit à l'Architecte, hors du chantier.

Chaque entrepreneur devra se conformer aux exigences de planification des jours et heures de livraison.

Tous matériaux, matériels ou ouvrages ayant subi des détériorations, même superficielles seront refusées.

En fin de chantier, et avant la livraison du bâtiment au maître d'Ouvrage, tous les matériaux et matériels superflus sont évacués du chantier, faute de quoi l'Architecte se réserve le droit de les faire enlever selon le traitement des déchets prévu dans la charte de chantier à faibles nuisances, aux frais de l'Entrepreneur.

### **8.3 MATERIEL DE CHANTIER**

#### **8.3.1 ECHAFAUDAGES ET NACELLES DE FAÇADES**

En accord avec le CSPS, chaque entreprise devra prévoir ses échafaudages, nacelles, etc. conformes à la réglementation en vigueur pour la réalisation de ses ouvrages.

Chaque entreprise en devra donc l'installation, le contrôle, l'entretien et la dépose en fin de travaux, l'ensemble étant à sa charge.

#### **8.3.2 PROTECTIONS COLLECTIVES**

L'entreprise adjudicataire du lot 02 devra la fourniture et la pose des protections collectives de l'ensemble du chantier excepté pour les toitures terrasses explicitement mentionnée au paragraphe ci-dessous.

Pour les toitures terrasses, les protections collectives seront assurées par l'entreprise adjudicataire du lot Etanchéité.

Les protections collectives seront mises en œuvre à l'avancement du chantier.

L'entretien de ces protections collectives est à la charge du lot 02 sauf sur celles situées en toitures terrasses qui sont à la charge du lot Etanchéité jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

Chaque entrepreneur souhaitant les déposer pour l'installation d'ouvrages ou approvisionnement devra :

- Transmettre une méthodologie à la MOE, le SPS et l'OPC pour accord avant intervention (prévoir

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

deux semaines de validation),

- Mettre en place les dispositions envisagées, les faire contrôler in situ par le SPS avant intervention,
- Dépose des protections collectives pour intervention avec les dispositions validées par le SPS,
- Remise en place des protections collectives déposées et obtention quitus par le lot 02.

#### 8.4 POSTES DE TRAVAIL

Chaque Entrepreneur devra mettre à disposition sur le chantier, tout le matériel (échafaudages, plateforme de travail) qu'il juge utile, à l'exécution de ses travaux. Ces dispositifs devront être agréés et validés par le SPS.

Chaque entreprise devra prévoir les contrôles nécessaires des échafaudages si nécessaire.

Néanmoins, l'Architecte ou le CSPS se réservent le droit de demander la mise en service de matériels plus nombreux et/ou plus conséquents s'ils jugent que celui qui est sur le chantier est insuffisant ou ne répond pas aux normes de sécurité. Chaque Entrepreneur ne pourra pas en demander de supplément de prix.

#### 8.5 HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER

Les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier doivent être conformes à la Loi n°94/1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-54 du 24 juin 1992, ainsi qu'au décret 94-1159 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil et au décret du 8 janvier 1965 modifié par décret 95-608.

Préalablement à l'établissement de leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), les entreprises devront procéder à une inspection commune de sécurité avec le coordonnateur S.P.S. et disposeront d'un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour établir leur P.P.S.P.S. Le délai précité étant ramené à 8 jours pour le second œuvre.

Les entreprises devront se conformer aux prescriptions du Plan Général de Coordination S.P.S. joint au DCE.

##### Prescriptions particulières :

1. Chaque Entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous règlements de police, de voirie ou autres. Il doit notamment fournir son plan d'Hygiène et de Sécurité.
2. Chaque Entrepreneur doit vérifier la conformité et doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier : échafaudages, garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques. Sous sa responsabilité, il charge de ces vérifications une personne ou un organisme agréé.
3. Chaque Entrepreneur s'engage à donner à son personnel les consignes voulues concernant l'hygiène et la sécurité, tant en ce qui concerne le chantier lui-même, qu'en ce qui concerne les incidences sur l'extérieur de celui-ci.

Chaque Entrepreneur est responsable du respect de ces consignes.

#### 8.6 Lutte contre l'incendie

Pour la lutte contre l'incendie, chaque titulaire de chaque lot prévoira la fourniture, la mise en place et l'entretien d'extincteurs appropriés en nombre suffisant pour l'ensemble de leur travaux.



Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 8.7 Fiche de données de sécurité

Avant chaque utilisation de produits dangereux, les entreprises veulent en faire l'usage remettront au maître d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre la fiche de données de sécurité du produit.

L'entreprise devra se conformer aux prescriptions de la fiche pour le stockage, l'utilisation et l'élimination.

Ces fiches seront collectées dans le classeur de chantier.

## 8.8 Protection contre le bruit et la poussiere

Le chantier va se dérouler dans un site partiellement occupé.

Pour le respect des conditions de vie des occupants, toutes les mesures seront prises par l'ensemble des entreprises pour limiter le bruit et la poussière sur le chantier. A cette fin, les dispositions suivantes seront prises :

Bruit :

- Utilisation de compresseur insonorisé,
- Interdiction d'utiliser, sauf exception, le marteau piqueur (utilisation de carotteuse sous voie humide),
- Utilisation de béton « autoplaçant » pour limiter l'emploi de vibreur.

Poussières :

- Pulvérisation d'eau pour terrassement et balayage générale des surfaces,
- Utilisation de goulottes fermées pour évacuation des déchets,
- Bennes bâchées de stockage des gravais,
- Utilisation limitée de matériaux pulvérulents. Interdit les jours de vent.

Dispositions particulières :

- L'ensemble des travaux se fera fenêtres fermées,

Afin de limiter au maximum les bruits de chantier, tous les engins de levage et poste de bétonnage fonctionneront obligatoirement à l'électricité.

En règle générale, l'usage de moteur à explosion ou diesel ne pourra être toléré, que pour les véhicules de chantier, ou les compresseurs dans le cas de démolition, et à condition que ces moteurs soient munis de silencieux réglementaires.

Avant tous travaux générateurs de nuisances sonores, l'Entrepreneur devra donc en aviser le coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre et justifier des moyens d'intervention envisagés.

## 8.9 VERIFICATION DES COTES

L'Entrepreneur est tenu de vérifier soigneusement sur place, avant tout début de fabrication et d'exécution de ses travaux, toutes les cotes portées aux plans et détails qui lui sont fournis par l'Architecte.

L'Entrepreneur doit s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications des plans et détails.

En cas de divergence, erreur, insuffisance ou manque de cote, l'Entrepreneur doit en référer avant toute exécution à l'Architecte qui fait les mises au point ou rectifications nécessaires avec les Entreprises concernées.

Chaque Entrepreneur ne peut apporter de lui-même aucune modification aux plans et devis, mais doit signaler à l'Architecte tout changement ou complément qu'il jugerait utile d'y apporter.

Faute de se conformer aux prescriptions énoncées ci avant, l'Entrepreneur est seul responsable des erreurs d'exécution et des conséquences qui en résultent.

## 8.10 TRAITS DE NIVEAU, TRACES ET IMPLANTATIONS

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

En plus des implantations définies au C.C.A.P., chaque Entrepreneur a à sa charge et sous sa propre responsabilité les tracés d'implantation de tous les ouvrages d'après les plans et instructions de l'Architecte.

Toutes divergences qui pourront se révéler au cours de ces tracés doivent être signalées immédiatement à l'Architecte. En cas d'inobservation de cette clause, l'Entrepreneur en subit toutes les conséquences.

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'entrepreneur du lot 02. Il sera reporté ou tracé à chaque niveau et dans toutes les pièces autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin des travaux.

L'entrepreneur veillera à ne pas tracer le trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements de murs.

Les erreurs de « niveau » qui pourraient être faites lors du traçage entraînant des erreurs, et nécessitant la remise à niveau des ouvrages dénivelés, sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur du lot Cloisons-Doublage-Faux-plafond, devra tous les tracés d'implantation intérieure, pour exécution des doublages, cloisons et la pose des huisseries.

## **8.11 RESERVATIONS, TROUS ET PERCEMENTS**

### **8.11.1 PLANS DE RESERVATIONS, TROUS ET PERCEMENTS**

Dans un délai de 60 jours à compter de l'ordre de service, chaque Entrepreneur doit fournir à l'entreprise titulaire du lot 02 les plans comportant l'indication des réservations et percement, des trémies, des passages de canalisations, des scellements, des feuillures, des décaissés, des pentes et autres réservations et trous à effectuer dans les ouvrages en maçonneries et béton armé, ainsi qu'une liste complète des ouvrages à incorporer afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

L'entrepreneur titulaire du lot 02 devra tenir compte, dans son prix forfaitaire, de l'exécution dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton armé ou pas, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, de l'ensemble des trous, percements, réservations, passages, scellements, rebouchage, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages demandés par les corps d'état et apportés par les études d'exécution et ne peut arguer de travaux supplémentaires.

Chaque entrepreneur qui demandera des réservations, trou et percement dans le gros œuvre devra d'assurer qu'elles ont bien été prises en compte.

Les oublis de réservations, trous et percements seront exécutés par le lot 02 à la charge de l'entreprise défaillante.

Dans toutes les cloisons, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'états concernés.

### **8.11.2 PASSAGE DES GAINES ET CANALISATIONS**

Chaque Entrepreneur doit prévoir dans les ouvrages en béton armé, tous les travaux accessoires pour les passages de gaines ou de canalisations.

Les réservations proches doivent être suffisamment écartées de sorte à permettre la bonne mise en œuvre des solutions d'étanchéité à l'air.

Chaque Entrepreneur doit la fourniture et la mise en place des fourreaux en matériaux résilients dans chaque traversée de planchers, murs, voiles et cloisons.

Il doit s'assurer que ceux-ci sont bien en place et en reste seul responsable, en cas d'oubli ou de mise en place non conforme dont il supporte alors tous les frais de remise en état.

L'entrepreneur devra araser ses fourreaux à 25 mm des sols et murs finis des ouvrages traversés et le calfeutrement entre fourreaux et canalisations sera assuré par des gaines compatibles pour en assurer l'étanchéité à l'eau et à l'air. Ce produit devra être compatible avec les exigences :

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

- De stabilité dans le temps,
- D'efficacité acoustique et thermique,
- De comportement au feu.

### 8.11.3FEUILLURES, RESERVATIONS ET INCORPORATIONS

L'Entrepreneur adjudicataire du lot 02 doit exécuter dans les ouvrages porteurs en maçonneries ou en béton (armé ou non), les travaux accessoires suivants :

- Mise en place d' huisserie, bâtis ou pré cadres,
- Réalisations de toutes feuillures, trous de scellement, etc.,
- Incorporation de platines,
- Mise en place de gabarits,
- Réserve au moyen de fourreaux ou coffrage bois, y compris débouchage de ces réservations,
- Les décaissés dans les planchers,
- La réalisation de pentes au coulage.

Les Entrepreneurs concernés doivent assurer :

- Le transport à pied d'œuvre des gabarits et ouvrages à incorporer, quelle que soit la distance,
- La mise en place des pieuvres et canalisations à incorporer,
- Le traçage et le calage des ouvrages à incorporer,
- La présence du personnel pour mise en place des canalisations à incorporer,
- La présence du personnel assurant l'assistance technique lors de l'incorporation.

### 8.11.4EPUISEMENT DES EAUX

Sans objet

### 8.11.5AUTRES SUJETIONS

L'emploi de pistolet à scellement ou tout autre dispositif susceptible de faire éclater le béton est interdit.

En aucun cas les saignées, percements et autres ne doivent diminuer la performance des revêtements assurant une isolation thermique, phonique ou coupe-feu.

## 8.12 SCELLEMENTS, REBOUCHAGES, CALFEUTREMENT ET RACCORDS

### 8.12.1SCELLEMENTS

L'Entrepreneur adjudicataire du lot Gros œuvre réalise les scellements dans toute nature de matériau. Dans le cas où ils sont à réaliser dans les revêtements spéciaux, les scellements sont réalisés en retrait et la finition sera assurée par-dessus.

### 8.12.2REBOUCHAGES

Le rebouchage de l'ensemble des trémies de gaines techniques et de toutes les réservations est à la charge de l'Entrepreneur adjudicataire du lot 02, si les réservations demandées sont cohérentes avec les réseaux passés (au maximum 50 mm en périphérie de chaque réseau).

Si les réservations demandées sont supérieures à cette limite, le rebouchage sera demandé au lot 02 mais la charge financière incombera au lot concerné par cette erreur.

Avant d'effectuer les rebouchages, l'Entrepreneur adjudicataire du lot 02 doit s'assurer que toutes les gaines et canalisations sont bien en place, et surseoir au coulage au droit des canalisations ne comportant pas de fourreaux.

L'emploi de polystyrène, bouchons de papier, matériaux de nature différente à celle de la paroi de support est strictement interdit.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

Avant bouchement, les parois d'accrochage sont soigneusement piquetées et expurgées de toute matière étrangère.

### **8.12.3 CALFEUTREMENTS**

L'Entrepreneur adjudicataire du lot 02, tant dans les nouveaux ouvrages que dans les ouvrages existants, doit le calfeutrement d'ouvrages tels qu' huisseries ou bâtis et autres ouvrages dormants, qui seront posés et fixés par le corps d'état concerné, avant le montage des maçonneries. Il doit également les scellements et les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

Les huisseries et bâtis doivent être posés avant le montage des nouvelles cloisons.

### **8.12.4 RACCORDS - FINITIONS**

Les raccords après scellements, bouchements et calfeutrements dus par le lot 02 doivent assurer une finition irréprochable, faute de quoi l'Architecte les fait reprendre.

Les raccords d'enduit spéciaux sont en principe à refuser. Les scellements, bouchements et calfeutrements sont réalisés avant l'exécution de ces enduits.

### **8.12.5 ISOLATION**

L'Entrepreneur adjudicataire du lot 02 est responsable de la reconstitution de l'isolement acoustique et thermique et du degré pare flamme ou coupe-feu requis des ouvrages à sa charge.

Les entrepreneurs adjudicataires des corps d'état sont responsables de la reconstitution de l'isolement acoustique et thermique et du degré pare flamme ou coupe-feu requis des ouvrages à leur charge.

### **8.12.6 ETANCHEITE A L'AIR**

#### **8.12.6.1 TRAITEMENT**

Les entreprises se référeront aux guides de bonne mise en œuvre établis conjointement par le ministère de l'Ecologie du développement durable, des transports et du Logement et l'ADEME, intitulé : « Mémento de conception et de mise en œuvre à l'attention des concepteurs, artisans et entreprises du bâtiment.

Les prescriptions générales sont décrites ci-après. Les prescriptions spécifiques sont détaillées dans les CCTP de chaque lot.

- Réalisation des plans de réservations et éviter les percements a posteriori,
- Ecartement suffisant des réservations de sorte à pouvoir réaliser le traitement d'étanchéité à l'air,
- Utilisation de produits spécifiques pour l'étanchéité à l'air et respect des prescriptions de mise en œuvre des fabricants,
- Rebouchage des trous de banche,
- Technique de banchage assurant une bonne homogénéité des pieds de voiles, notamment pour tout ce qui concerne le calage des banches,
- Utilisation de fourreaux pour la traversée des parois,
- Traitement de chaque trou et percement par calfeutrement,
- Rebouchage des réservations (planchers des gaines),
- Étanchéité des gaines techniques (trappe, doublage, manchette pour les bouches d'extraction),
- Étanchéité du réseau de ventilation (étanchéité des assemblages des éléments, traversées des gaines, jonction des bouches d'entrée et d'extraction d'air),
- Etanchéité des coffres de volets roulants,
- Etanchéité autour des menuiseries extérieures par des produits spécifiques et éviter l'étanchéité par silicone,
- Etanchéité des réseaux provenant de l'extérieur et des parties communes (chauffage, ECS,

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

électricité...),

- Etanchéité des réseaux alimentant l'extérieur et les parties communes (sonnette, prise extérieure).

Il est demandé aux entreprises de mettre en œuvre des autocontrôles tout au long du chantier.

#### **8.12.6.2 OBJECTIF DE PERFORMANCE**

Sans objet

#### **8.12.6.3 TESTS D'ETANCHEITE A L'AIR EN COURS DE CHANTIER**

Sans objet

### **8.13 INCORPORATION D'HUISSERIES**

Les huisseries destinées à être incorporées dans les ouvrages en maçonnerie seront approvisionnées sur le chantier. Elles seront mises en place par l'entreprise du lot 02 au titre des travaux de maçonnerie, suivant localisation.

Les huisseries destinées à être incorporées dans les ouvrages en cloisons seront approvisionnées sur le chantier. Elles seront mises en place par l'entreprise du lot Cloisons au titre des cloisons sèches, suivant localisation.

### **8.14 TOLERANCES D'EXECUTION**

#### **8.14.1 COTES INTERIEURES FINIES**

Les tolérances maximales admises sur les côtes intérieures finies d'un local sont :

- En hauteur entre sol fini et plafond fini d'un même local : + ou – 1,0 cm,
- En dimensions entre parois finies d'un même local : + ou – 1,0 cm,
- En verticalité sur une paroi intérieure finie : + ou – 1,0 cm.

#### **8.14.2 COTES DE DETAILS**

- Planéité sous règle de 2 m : + ou – 0,5 cm,
- Planéité sous règle de 0,2 m : + ou – 0,2 cm,
- Hauteur des saillies : 1,5 mm.

### **8.15 RÉCEPTION DES SUPPORTS DES DIFFÉRENTS REVÊTEMENTS**

Aucun revêtement (horizontal ou vertical) ne devra être exécuté sans procès-verbal d'état des lieux.

En cas de support jugé défectueux par l'entrepreneur chargé des revêtements, les observations devront être signifiées au maître d'œuvre, et en même temps, à l'entrepreneur ayant construit le support, afin qu'elle puisse remédier en temps utile aux défauts constatés.

Ces observations seront faites par écrit et ne modifieront en rien les délais d'exécution impartis au titulaire du marché. A défaut de ces observations par écrit, l'exécution totale ou partielle d'un revêtement quelconque, comporte implicitement l'acceptation définitive et sans réserve du support par l'entrepreneur chargé du revêtement.

En tout état de cause, la responsabilité de la tenue des revêtements incombe au titulaire du marché de l'entrepreneur chargé des revêtements.

### **8.16 PROTECTION DES OUVRAGES**

Chaque Entrepreneur doit assurer la protection efficace de ses propres travaux et matériels installés ou entreposés et autres prestations fournies jusqu'à la réception. Cette prescription s'applique également aux équipements techniques.

Toutes les arêtes seront efficacement protégées.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

Les ouvrages comportant un revêtement définitif sont protégés par tous moyens appropriés afin d'éviter tous chocs, épaufrures, rayures, etc.

Tous les fers livrés sur le chantier par l'Entrepreneur de tous les corps d'état (sauf les fers B.A.) devront être protégés par une couche de peinture antirouille ou par une galvanisation selon le cas.

Une attention toute particulière doit être accordée à toutes les ferrures comportant des parties cachées, aux fourreaux, aux canalisations, etc. qui reçoivent une protection antirouille. L'application de cette couche de protection est exécutée après brossage et dégraissage, avant montage pour les parties assemblées.

Les éléments en alliage léger, acier inoxydable et en matière plastique sont protégés par l'Entrepreneur jusqu'à la réception.

Les ouvrages en bois, s'ils ne sont pas déjà traités par leur fabrication, sont protégés par trempage dans un liquide plurivalent, d'imprégnation dont les qualités ignifuges, hydrofuges, insecticides et fongicides requises correspondant aux exigences normalisées ou homologuées "C.T.B.F." ou "C.T.B.H.". Un certificat est exigé pour chaque traitement.

Avant toute exécution, les produits de protection et de préservation ainsi que leur mode d'application doivent faire l'objet d'une approbation du Bureau de Contrôle en accord avec l'Architecte.

Tous ouvrages détériorés (dont épaufrures, rayures, etc.) seront refusés impérativement par l'Architecte tant qu'ils n'auront pas été repris et/ou changés pour obtenir une finition parfaite.

Les matériaux de protection (film plastique, cartonnage), seront enlevés en fin de chantier par l'Entrepreneur concerné et évacués à ses propres frais. Chaque entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements qui s'avèreraient nécessaires jusqu'à la réception complète et sans réserve des ouvrages.

#### **8.17 VOLS ET DETERIORATIONS**

Pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception, les entreprises sont pleinement responsables de leurs ouvrages dont elles doivent la protection, l'entretien, la réparation, le remplacement, et toutes opérations nécessaires et suffisantes à une livraison en parfait état.

#### **8.18 MAINTENANCE DES INSTALLATIONS**

Toutes les installations mises en place ou maintenues en provisoire pour l'aménagement des locaux seront sous la maintenance des entreprises chargées de leur installation pendant toute la durée des travaux.

#### **8.19 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

La réception se fera en une seule fois pour l'ensemble des lots.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 9 SOUS-TRAITANCE

Conformément à la réglementation du Code des marchés Publics, aucune entreprise, autre que le titulaire, ne peut travailler sur le chantier sans avoir préalablement été agréé par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Chaque agrément doit faire l'objet de :

- L'acceptation de l'entreprise par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage,
- La signature d'un acte spécial de sous-traitance entre l'entrepreneur titulaire et le Maître d'Ouvrage.

Les sous-traitants seront payés directement par le Maître d'Ouvrage dès lors que le montant du contrat de sous-traitance sera égal ou supérieur aux seuils fixés par le Code du Marchés Publics.

Le Maître d'Ouvrage attire l'attention de l'entreprise sur le strict respect de cette réglementation.

Les entreprises sous-traitantes doivent présenter les niveaux de qualifications ou références indiqués dans l'avis d'appel de candidatures pour chaque lot.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – PRESCRIPTIONS COMMUNES		DEC. 2023

## 10 ACCEPTATION DU PRESENT CCTP TCE

En signant le marché, chaque entrepreneur accepte sans réserve le présent C.C.T.P. lot 00.

La signature du marché implique, pour les Entrepreneurs, l'acceptation entière des prescriptions énumérées dans les différents articles qui le composent, et sur lesquelles elles ne pourront jamais, pour quelle que cause que ce soit, présenter aucune observation.

L'Entrepreneur s'engage à tenir compte de tous les règlements, arrêtés, décrets ou lois applicables aux travaux de bâtiment, en vigueur au moment de la signature du marché.

L'Entrepreneur doit acquitter et supporter les taxes, droits d'enregistrement, timbres, etc. suivant les dispositions de ces arrêtés, décrets ou lois.

Le fait de contracter ce marché comporte implicitement accord sur l'application des diverses clauses contenues dans l'ensemble des documents contractuels énoncés ci-dessus, sans aucune retenue ni réserve, nonobstant toutes clauses contraires éventuelles contenues dans les en-têtes de lettres, imprimés ou conditions générales de vente ou de travail émanant des Entreprises, industries, fabriques, sociétés, etc. qui soumissionnent, et en particulier toutes clauses de révision de prix spécifique ou conditions de paiement.